

Sous-Comité des pays les moins avancés

**APERÇU DES PROGRÈS RÉALISÉS EN CE QUI CONCERNE
LE FONDS POUR L'APPLICATION DES NORMES ET
LE DÉVELOPPEMENT DU COMMERCE (FANDC)**

Note du Secrétariat¹

I. INTRODUCTION

1. Le Fonds pour l'application des normes et le développement du commerce (FANDC) vise à améliorer la capacité des pays en développement à se conformer aux prescriptions sanitaires et phytosanitaires (SPS) internationales et à accroître l'efficacité de la coopération technique de qualité élevée dans le domaine SPS. Ce faisant, il contribue à améliorer la sécurité sanitaire des produits alimentaires, la santé des animaux et la préservation des végétaux, la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire dans les pays en développement. Son programme de travail est axé sur les cinq domaines ci-après axés sur des résultats: i) élaboration d'outils et de sources d'information de grande qualité pour soutenir le renforcement des capacités SPS, à l'usage des bénéficiaires, des donateurs et d'autres organisations; ii) diffusion de données sur l'expérience et les bonnes pratiques en matière de renforcement des capacités SPS; iii) questions et priorités SPS traitées par d'autres programmes de renforcement des capacités commerciales au niveau des pays; iv) amélioration de la capacité des bénéficiaires des projets du FANDC d'analyser et d'appliquer les prescriptions SPS internationales; et v) amélioration de la capacité des bénéficiaires d'identifier les besoins SPS et de formuler des propositions de projet.

2. Le présent document donne un aperçu des activités menées par le FANDC en faveur de son programme de travail depuis le dernier rapport soumis à la réunion du Sous-Comité des PMA en mars 2010. Il met aussi l'accent sur les activités que le FANDC prévoit d'entreprendre en 2011 et donne un aperçu de ses projets déjà menés à bien et en cours ainsi que des dons pour l'élaboration de projets en faveur des pays les moins avancés (PMA).

3. Le FANDC est une initiative conjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE), de la Banque mondiale, de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et de l'Organisation mondiale du commerce (OMC). L'OMC assure le secrétariat du FANDC. D'autres organisations participent au Fonds, notamment le Centre du commerce international (ITC), la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI). Sont également membres du FANDC les représentants de ses donateurs ainsi que les représentants de pays en développement, y compris des PMA.

¹ Le présent document a été établi par le Secrétariat sous sa propre responsabilité et sans préjudice des positions des Membres ni de leurs droits et obligations dans le cadre de l'OMC.

II. ACTIVITÉS DU FANDC EN 2010

A. INDICATEURS SPS

4. Le FANDC a établi, en collaboration avec l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), un projet de document de travail technique sur l'élaboration et l'application des indicateurs SPS permettant de suivre et mesurer les résultats des systèmes SPS nationaux. En juillet, il a organisé et parrainé une réunion de travail technique sur ce sujet à Genève, à laquelle ont participé plus de 80 experts, dont 16 personnes venues de pays en développement et de communautés économiques régionales africaines. Les participants ont examiné le projet de document et formulé des recommandations sur les prochaines étapes destinées à faire avancer ces travaux en 2011 au moyen d'essais pilotes dans certains pays.

5. Plus particulièrement, les participants ont reconnu l'intérêt d'une méthode de gestion axée sur les résultats pour aider les personnes qui s'occupent dans la pratique des mesures SPS dans les pays en développement à mesurer les résultats des systèmes SPS nationaux, et de l'utilisation du cadre logique dans ce contexte. Ils se sont accordés à dire qu'il n'y avait pas de solution unique et que les indicateurs devaient être adaptés par les pays en fonction de leur situation particulière. Ils ont souligné qu'il importait d'assurer des synergies avec la FAO, l'OIE, l'IICA et les autres organisations qui élaborent et utilisent des outils d'évaluation des capacités (fournissant des données de base utiles). Des documents d'information de la réunion de travail technique et des présentations faites à cette occasion peuvent être consultés sur le site Web du FANDC.

B. PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ

6. Le FANDC a entrepris de nouveaux travaux sur les partenariats public-privé dans le domaine SPS, sujet qui intéresse de plus en plus de nombreuses parties prenantes des milieux SPS. Ces travaux ont consisté, entre autres choses, à organiser à La Haye les 4 et 5 octobre un atelier international, en collaboration avec le Ministère néerlandais de l'agriculture, de la nature et de la qualité des produits alimentaires et l'Institut de la Banque mondiale, sur le rôle et l'intérêt potentiels des partenariats public-privé consistant à faciliter le développement de l'agriculture et l'accès aux marchés, l'accent étant mis sur les partenariats qui favorisent le renforcement des capacités SPS et les approches de coréglementation. Une étude documentaire sur les partenariats public-privé, axée sur le renforcement des capacités SPS et les approches de coréglementation, est en préparation.

7. Ont participé à l'atelier 95 experts au total, dont des représentants d'organismes du secteur public de pays développés et de pays en développement, d'organisations internationales et régionales, de donateurs, du secteur privé (y compris des entreprises multinationales telles que Cargill, Nestlé et Metro, et des associations et entreprises d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) et d'établissements de recherche/universitaires. Les présentations et les discussions en séance plénière ont favorisé un dialogue approfondi entre les secteurs public et privé sur les considérations générales et les questions de mise en œuvre liées à ces partenariats, s'agissant des éléments moteurs et des modalités de fonctionnement, des problèmes, des innovations et des bonnes pratiques. Les présentations effectuées à l'atelier et les discours qui y ont été prononcés figurent sur le site Web du FANDC. Une note d'information du FANDC (n° 6, novembre 2010) publiée en anglais, en français et en espagnol, résume les principales constatations et conclusions.

C. STRATÉGIES ET CADRES SPS RÉGIONAUX EN AFRIQUE

8. Le FANDC a préparé une étude exploratoire sur les stratégies et les cadres SPS régionaux en Afrique et en a diffusé les résultats. Une des conclusions de l'étude est que l'Union africaine (CUA) et les communautés économiques régionales ont la possibilité de jouer un rôle de coordination pour les questions SPS au niveau régional/sous-régional. Cependant, certaines conditions doivent être réunies,

notamment: i) des capacités SPS accrues, y compris un personnel essentiel chargé de questions SPS, à la CUA et dans les communautés économiques régionales; ii) un soutien national de haut niveau aux travaux de la CUA/des communautés économiques régionales et un attachement des institutions nationales à la coordination régionale; et iii) la clarté et le consensus sur les besoins et priorités en matière de capacités SPS, sur la base de consultations avec toutes les parties publiques et privées intéressées. Le FANDC a tenu, en octobre et novembre, des réunions informelles avec la CUA et les communautés économiques régionales en marge de l'initiative "une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres en Afrique" (BTSF), financée par l'UE, pour examiner comment donner suite aux recommandations figurant dans le rapport. La version intégrale du rapport peut être consultée sur le site Web du FANDC.

D. FILM DU FANDC

9. Le FANDC a produit une version "courte" de huit minutes de son film intitulé "Un Commerce en toute sécurité: protéger la santé, promouvoir le développement" ainsi qu'un clip vidéo de trois minutes sur la mission et les fonctions du Fonds. Ces films ont été produits en anglais, en français et en espagnol au moyen des images vidéo existantes et ont été montrés lors de plusieurs activités SPS organisées par le FANDC et d'autres organismes. Le FANDC a également commencé la production des versions arabe, chinoise et russe du film "Un Commerce en toute sécurité" (de la version de 30 minutes et de la version de huit minutes) avec le soutien financier de l'initiative "Safe Supply of Affordable Food Everywhere (SSAFE)" (des aliments sains partout et pour tous). Tous les documents filmés du FANDC sont disponibles sur son site Web.

E. DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS

10. Le FANDC a lancé en juillet un site Web nouveau (<http://www.standardsfacility.org/>) au contenu et aux fonctions améliorés, offrant de nouvelles possibilités, et à l'aspect plus moderne. De plus, il a introduit, en mars, un service de distribution électronique qui permet aux personnes intéressées de s'inscrire sur une liste de diffusion électronique pour recevoir des informations sur les nouvelles publications du FANDC et sur ses activités en cours et futures.

11. Trois bulletins du FANDC ont été publiés en 2010 (en mars, juin et octobre) dans le but de communiquer des informations sur les activités de renforcement des capacités SPS mises en œuvre par le FANDC ainsi que d'autres nouvelles dans le domaine SPS. Ils ont été distribués sur support papier lors de plusieurs activités SPS, dont des réunions du Comité SPS de l'OMC. Outre la note d'information du FANDC sur les partenariats public-privé dans le domaine SPS (voir le paragraphe 7 ci-dessus), une note d'information sur "la mobilisation de l'Aide pour le commerce aux fins de la coopération technique dans le domaine SPS dans la sous-région du Delta du Grand Mékong" a été publiée.

F. PARTICIPATION À D'AUTRES INITIATIVES

12. Le FANDC a continué de s'efforcer à attirer l'attention sur le Fonds, en tant qu'exemple d'"Aide pour le commerce en action" (dans des domaines spécifiques) et à souligner les incidences que les mesures SPS peuvent avoir sur la capacité des pays en développement à obtenir et/ou conserver l'accès aux marchés. Ces efforts ont consisté à participer à des activités concernant l'Aide pour le commerce, y compris l'examen de l'Aide pour le commerce dans le cadre de la CEDEAO à Abuja en janvier 2010 et la réunion ministérielle sur l'Aide pour le commerce aux fins du Programme spécial pour les économies d'Asie centrale (SPECA) à Bakou en décembre 2010.

13. La collaboration avec le Cadre intégré renforcé (CIR) à la préparation, à la validation et à la mise à jour des études diagnostiques sur l'intégration du commerce (EDIC) (catégorie 1) ainsi qu'à l'élaboration de projets (catégorie 2) est indispensable pour permettre au FANDC de jouer son rôle de

coordination et d'atteindre son objectif de consacrer au moins 40 pour cent des ressources destinées aux dons pour la réalisation de projets à des PMA et à d'autres pays à faible revenu. En 2010, le statut d'observateur a été accordé au FANDC pour qu'il participe aux réunions du Conseil du CIR sur les points de l'ordre du jour présentant un intérêt pour lui, tandis que le Secrétariat du CIR a participé en tant qu'observateur aux réunions du Groupe de travail. De plus, le modèle d'EDIC inclut la mention du FANDC (et de l'utilisation d'outils d'évaluation des capacités dans le domaine SPS). En 2010, les membres du FANDC ont examiné les projets d'EDIC de la République démocratique du Congo, de Kiribati, du Timor-Leste, du Togo et de Tuvalu, et ont communiqué des observations au Secrétariat du CIR.

14. Le FANDC a contribué activement au programme "une meilleure formation pour des denrées alimentaires plus sûres en Afrique" (BTSEF), financé par l'Union européenne (UE). Il a continué à donner des avis stratégiques sur le projet "PAN SPSO" financé par l'UE et mis en œuvre par l'Union africaine/le Bureau interafricain des ressources animales, en collaboration avec l'Union africaine/le Conseil phytosanitaire interafricain. Le FANDC a participé activement à de nombreuses autres activités extérieures organisées par ses partenaires, ses donateurs et des organisations et initiatives pertinentes dans le cadre de la poursuite des efforts visant à assurer un traitement approprié des questions SPS. Il s'agit notamment de banques régionales de développement et du Mécanisme pour la facilitation des échanges, géré par la Banque mondiale.

III. APERÇU DES ACTIVITÉS PRÉVUES POUR 2011

15. En décembre 2010, le Comité directeur du FANDC a adopté son plan de fonctionnement révisé pour 2011. Le plan continue de mettre particulièrement l'accent sur le rôle du FANDC en tant que vecteur pour la coordination et l'échange de renseignements sur la coopération technique dans le domaine SPS. Le plan de fonctionnement pour 2011 est disponible sur le site Web du FANDC. Le Comité directeur est également convenu d'élaborer une nouvelle stratégie et un nouveau programme de travail du FANDC pour 2012 et au-delà. À cet égard, un bref questionnaire sur l'orientation future du FANDC a été distribué aux membres du Groupe de travail du FANDC, y compris au représentant d'un PMA et à d'autres parties intéressées pertinentes.

A. UTILISATION DE L'ANALYSE ÉCONOMIQUE POUR ÉCLAIRER LA PRISE DE DÉCISIONS DANS LE DOMAINE SPS

16. En 2011, le FANDC poursuivra ses travaux sur l'utilisation de l'analyse économique pour éclairer la prise de décisions et l'allocation des ressources dans le domaine SPS en s'appuyant sur un atelier du FANDC consacré à ce thème en octobre 2009. M. Spencer Henson, consultant, a récemment élaboré un cadre pour appliquer la méthode de l'"analyse multicritères des décisions" dans le contexte SPS. Ce cadre sera soumis à des essais pilotes en 2011 dans trois pays africains (Malawi, Mozambique et Zambie), un pays asiatique et un pays d'Amérique latine (qui restent à choisir) afin de perfectionner la méthode et d'élaborer un ensemble d'outils pratiques pour le personnel des autorités chargées de la sécurité sanitaire des produits alimentaires, de la santé des animaux, de la préservation des végétaux et du commerce. Ces outils comprendront un manuel sur le cadre de l'analyse multicritères des décisions et des matériels de formation sur l'application de cette méthode, à l'usage des experts des pays en développement. Après les essais pilotes au niveau national, trois ateliers de formation régionaux seront organisés afin de dispenser aux experts SPS de chaque région les connaissances et les compétences nécessaires pour utiliser la méthode de l'analyse multicritères des décisions. Le premier atelier est prévu provisoirement pour août à Johannesburg (Afrique du Sud).

B. INDICATEURS SPS

17. Le FANDC prévoit de soumettre à des essais pilotes une série d'indicateurs préliminaires pour mesurer les résultats des systèmes SPS nationaux dans certains pays en développement, sur la base de

la logique d'intervention du cadre logique. Ces travaux reposeront sur les résultats de la réunion de travail technique consacrée à ce sujet en juillet 2010 et sur le projet de document de travail technique susmentionné du FANDC/de l'OCDE.

C. COORDINATION NATIONALE DANS LE DOMAINE SPS EN AFRIQUE

18. Le FANDC publiera sous peu une étude sur les mécanismes de coordination nationale dans le domaine SPS en Afrique sur la base d'une recherche documentaire et d'une série de réunions tenues avec les parties prenantes au Burkina Faso, en Namibie, en Tanzanie et en Ouganda, entre autres pays. L'étude permettra d'analyser les mécanismes de coordination existants dans le domaine SPS dans plusieurs pays d'Afrique et de proposer un ensemble de lignes directrices pratiques pour éclairer la mise en place future de tels mécanismes et améliorer cette coordination au niveau national. Elle complétera une étude antérieure, achevée en 2010, sur les stratégies et cadres SPS régionaux en Afrique (voir le paragraphe 8 ci-dessus).

D. LUTTE CONTRE LA MOUCHE DES FRUITS

19. Le FANDC continuera à suivre l'évolution de la mise en œuvre du plan d'action régional pour la lutte contre la mouche des fruits en Afrique de l'Ouest – en collaboration étroite avec la Banque mondiale. Il continuera aussi d'aider à mobiliser des ressources extérieures pour mettre en œuvre (certaines parties de) ce plan, notamment dans le contexte plus large de l'Aide pour le commerce. Le plan d'action régional a été initialement validé par les participants (représentant les secteurs public et privé, des instituts de recherche, etc.) à un atelier régional organisé à Bamako en septembre 2009 par la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le FANDC et la Banque mondiale en collaboration avec le gouvernement malien. Il prévoit que la CEDEAO jouera un rôle de chef de file en mettant en place une unité de gestion chargée de suivre la mise en œuvre du plan par les donateurs et les autres organisations/initiatives pertinentes.

20. Le FANDC continuera aussi à suivre l'évolution de la situation concernant la mouche des fruits en Afrique de l'Est et en Afrique australe. En mai 2010, une vidéoconférence sur les menaces causées par la mouche des fruits et la lutte contre cet insecte a été organisée par la Banque mondiale et GlobalHort avec la participation des parties intéressées d'Éthiopie, du Kenya, du Mozambique, de Tanzanie et d'Afrique du Sud. Les participants sont convenus: i) de l'urgence de mettre un terme à la dissémination continue de la mouche des fruits invasive vers le Sud; ii) de mettre en place/d'améliorer les systèmes de surveillance nationaux; et iii) d'entreprendre des recherches, y compris sur d'éventuelles mesures d'atténuation. Cependant, les progrès concernant ces questions sont lents depuis mai 2010.

E. DIFFUSION DE RENSEIGNEMENTS

21. Le FANDC continuera de diffuser des renseignements grâce à sa série de notes d'information et à son bulletin triannuel. Des publications additionnelles sur le commerce, le changement climatique et les risques SPS (mettant l'accent sur des questions essentielles traitées au séminaire du FANDC sur ce thème en 2009), l'utilisation de l'analyse économique pour orienter la prise de décisions dans le domaine SPS (sur la base du rapport de consultation publié en 2009) et les partenariats public-privé dans ce domaine (sur la base des travaux de recherche en cours) verront le jour et seront mises en ligne sur le site Web du FANDC. Une version révisée d'une publication existante du FANDC sur les outils d'évaluation des capacités dans le domaine SPS (parue en 2008) sera également disponible. Le FANDC créera une "bibliothèque virtuelle" en ligne qui contiendra des documents électroniques pertinents relatifs aux questions SPS, y compris des évaluations de besoins, des rapports techniques et des rapports de réunion, des rapports de recherche et des articles de différents éditeurs et sources.

F. PARTICIPATION À D'AUTRES INITIATIVES

22. Le FANDC continuera de collaborer à d'autres activités et initiatives très diverses dans le domaine de la coopération technique en matière SPS afin de surveiller les évolutions, de créer des synergies, d'échanger des données d'expérience et d'assurer une coordination maximale. Il s'agit en particulier des initiatives de partenaires, de donateurs et d'observateurs et d'autres initiatives telles que l'Aide pour le commerce et le CIR. Le FANDC prévoit de participer à au moins deux ateliers de formation ciblés sur l'élaboration des projets dans le contexte de la gestion axée sur les résultats dans certains PMA, organisés par le Secrétariat du CIR en collaboration avec le Centre for International Development and Training (CIDT) de l'Université de Wolverhampton. L'objectif de cette participation est de travailler avec les bénéficiaires de la coopération dans le domaine SPS sur le terrain pour améliorer la qualité globale et l'appropriation d'un certain nombre de propositions dans ce domaine. Le premier atelier de formation est prévu pour mars 2011.

IV. PROJETS DU FANDC

Élaboration de projets

23. Les dons pour l'élaboration de projets (DEP) sont un mécanisme essentiel pour le développement futur du programme du FANDC et aident les pays en développement à surmonter les difficultés auxquelles ils se heurtent lorsqu'ils tentent de définir leurs besoins. Le principal critère auquel est subordonné l'octroi d'un DEP est la probabilité de financement du projet, une fois élaboré, par le FANDC ou par une autre source, par exemple un donateur bilatéral. Le FANDC offre jusqu'à 30 000 dollars EU pour l'élaboration de projets. Ils contribuent aussi à assurer des synergies avec d'autres initiatives en cours, en particulier le CIR et l'initiative "Aide pour le commerce", ainsi qu'à mobiliser des fonds pour mettre en œuvre les activités de projet qui en résultent.

24. Depuis sa création, le FANDC avait approuvé et financé 45 DEP à la fin février 2011. Vingt-neuf DEP avaient été destinés exclusivement à des PMA. À ses réunions de mars, juillet et octobre 2010, le Groupe de travail du FANDC a approuvé cinq DEP en faveur de PMA:

- STDF/PPG/308: *Élaboration d'un plan d'action SPS pour la République centrafricaine;*
- STDF/PPG/323: *Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits agricoles au Sénégal;*
- STDF/PPG/328: *Évaluation des besoins et stratégie pour le développement du système SPS du Libéria;*
- STDF/PPG/329: *Soutien au secteur public et au secteur privé aux fins de la mise en œuvre dans le domaine SPS au Népal; et*
- STDF/PPG/335: *Renforcement des capacités de contrôle phytosanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda.*

Financement des projets

25. Il est possible d'obtenir un financement limité sous forme de dons pour des projets axés sur des aspects fondamentaux du renforcement des capacités SPS dans le cadre de projets pilotes ayant un caractère novateur et préventif et pouvant être reproduits, notamment dans les PMA et les autres pays à faible revenu (APFR) et au niveau régional. Peuvent aussi bénéficier de dons les projets visant à remédier à un manque d'information et à élaborer des matériels didactiques dans le domaine SPS, ou à

améliorer la coordination entre les fournisseurs de coopération technique dans ce domaine. La valeur des projets sera de préférence comprise entre 150 000 et 600 000 dollars EU. Il est demandé aux bénéficiaires de prendre en charge une partie du coût de mise en œuvre du projet, par un apport financier ou une contribution en nature en fonction de la classification du pays considéré dans la Liste des bénéficiaires de l'APD établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE.

26. Depuis sa création, le FANDC avait approuvé, à la fin février 2011, 47 projets en vue de les financer. Sur ces projets, 16 visaient exclusivement des PMA. Aux réunions du Groupe de travail du FANDC tenues en mars, en juillet et en octobre 2010, deux projets en faveur de PMA ont été approuvés en vue de leur financement:

- STDF/PG/302: *Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)*; et
- STDF/PG/309: *Renforcement des capacités SPS en Guinée-Bissau.*

27. Un aperçu de l'état actuel des projets du FANDC et des DEP en faveur des PMA est donné à l'annexe I. Depuis sa création, le FANDC a consacré 51 pour cent des ressources pour la réalisation de projets aux PMA et à d'autres pays à faible revenu (APFR), comme le montre la figure 1 ci-après. Ainsi, il continue de respecter son objectif qui consiste à consacrer au moins 40 pour cent de ses ressources pour la réalisation de projets aux PMA et aux APFR. La figure 2 indique que 57 pour cent du total des projets FANDC et des DEP sont consacrés à l'Afrique subsaharienne, 14 pour cent à l'Amérique latine et aux Caraïbes et 12 pour cent à l'Asie. En outre, 12 pour cent des projets du FANDC et des DEP peuvent être classés comme étant de portée mondiale.

Figure 1: Projets du FANDC et DEP (\$EU)

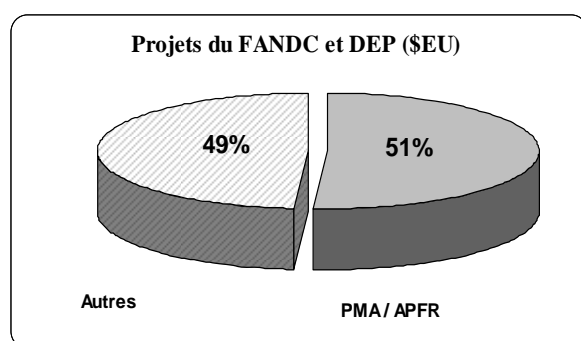
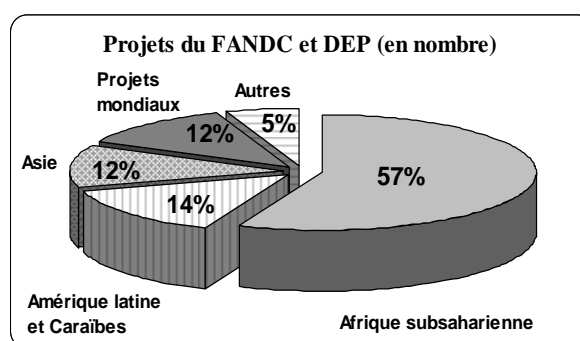


Figure 2: Projets du FANDC et DEP (en nombre)



28. Les demandes de financement par le FANDC peuvent être faites à n'importe quel moment de l'année mais doivent parvenir au moins 60 jours ouvrables avant chaque réunion du Groupe de travail afin d'être examinées à cette réunion. Les prochaines dates limites pour la présentation des demandes en 2011 sont le 8 avril et le 22 juillet, respectivement.

ANNEXE 1: PROJETS ET DONNS POUR L'ÉLABORATION DE PROJETS (DEP) EN FAVEUR DES PMA

Liste de DEP en faveur des PMA

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PPG/046	Achevé	Mise en œuvre des normes du Codex (OMS Afrique)	Aider l'OMS Afrique à élaborer une proposition de projet qui vise à aider certains pays africains à mettre en œuvre les normes du Codex	Bénin et Tanzanie	19 000
STDF/PPG/052	Achevé	Contamination après récolte au Malawi et en Zambie	Élaborer une proposition de projet axée sur les problèmes de contamination après récolte dans les secteurs du paprika et de l'arachide au Malawi et en Zambie (sur la base de l'EDIC du Cadre intégré)	Malawi et Zambie	20 000
STDF/PPG/061	Achevé	Renforcement des capacités SPS au Cambodge	Mener des travaux sur le terrain au Cambodge pour élaborer une proposition de projet	Cambodge	20 000
STDF/PPG/063	Achevé	Contrôle de la qualité des produits agricoles au Bénin	Appliquer les "Directives pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes officiels de contrôle des denrées alimentaires", mises au point par la FAO et l'OMS	Bénin	20 000
STDF/PPG/064	Achevé	Renforcer les capacités SPS à Djibouti	Effectuer des recherches sur le terrain et réaliser la conception du projet dans le secteur de l'élevage à Djibouti (sur la base de l'EDIC du Cadre intégré)	Djibouti	20 000
STDF/PPG/065	Achevé	Renforcer les capacités SPS en Guinée	Élaborer une proposition de projet qui repose sur l'évaluation par la CNUCED des coûts de mise en conformité dans le secteur des fruits tropicaux (sur la base de l'EDIC du Cadre intégré)	Guinée	20 000
STDF/PPG/066	Achevé	Élaborer une proposition de projet pour renforcer les capacités SPS au Mozambique	Élaborer une proposition de projet qui s'appuie sur l'évaluation par la CNUCED des coûts de mise en conformité dans le secteur des fruits tropicaux (sur la base de l'EDIC du Cadre intégré)	Mozambique	20 000
STDF/PPG/069	Achevé	Élaborer une proposition de projet pour renforcer les capacités SPS au Yémen	Examiner les questions SPS dans le secteur de la pêche et concevoir un projet (sur la base de l'EDIC du Cadre intégré)	Yémen	19 700
STDF/PPG/088	Achevé	Renforcer les capacités en ressources humaines dans le domaine SPS	Évaluer les besoins de formation des autorités chargées des questions SPS au Népal et concevoir un programme de formation	Népal	20 000

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PPG/101	Achevé	Évaluation des capacités du système national de contrôle des denrées alimentaires en Érythrée	Appliquer les "Directives pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes officiels de contrôle des denrées alimentaires", mises au point par la FAO et l'OMS, et concevoir une proposition de projet	Érythrée	28 690
STDF/PPG/102	Achevé	Contraintes SPS et don pour l'élaboration d'un projet de diversification des exportations	Améliorer les capacités SPS dans le secteur des fruits et des légumes	Mali	20 000
STDF/PPG/103	Achevé	Initiative concernant les normes applicables à l'exportation des produits horticoles au Rwanda (RHESI)	Améliorer les capacités SPS dans le secteur des fruits et des légumes	Rwanda	22 000
STDF/PPG/113	Achevé	Étude des besoins en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires au Burundi	Appliquer les "Directives pour l'évaluation des besoins en renforcement des capacités dans les systèmes officiels de contrôle des denrées alimentaires", mises au point par la FAO et l'OMS, afin d'étudier la situation du Burundi en ce qui concerne la sécurité sanitaire des produits alimentaires et d'élaborer une proposition de projet lié au commerce	Burundi	20 000
STDF/PPG/126	Achevé	Aide à l'établissement d'une organisation professionnelle horticole en Tanzanie	Élaborer un plan d'entreprise et faciliter l'établissement d'une association horticole en Tanzanie	Tanzanie	5 500
STDF/PPG/127	Achevé	Renforcement de la capacité de la Chambre de commerce du Bénin à suivre l'évolution des normes SPS sur les marchés d'exportation	Établir un centre d'information au sein de la Chambre de commerce du Bénin pour faire en sorte que les entreprises soient informées des mesures SPS visant leurs exportations présentes ou prévues	Bénin	20 000
STDF/PPG/165	Achevé	Amélioration des contrôles SPS visant la production de fruits à Madagascar	Aider Madagascar à établir des lieux de production exempts de parasites	Madagascar	20 000
STDF/PPG/191	Achevé	Amélioration des capacités SPS nationales en Sierra Leone	Concevoir un cadre SPS national	Sierra Leone	20 000

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PPG/221	Achevé	Améliorer la compétitivité des fournisseurs du Burkina Faso sur les marchés national, régional et international	Identifier les problèmes et contraintes SPS spécifiques touchant la production et l'exportation de sésame, et élaborer une proposition de projet visant à surmonter ces contraintes et à améliorer l'accès aux marchés	Burkina Faso	20 000
STDF/PPG/234	Achevé	Élaboration du Programme de bonnes pratiques agricoles de la RDP lao	Créer une infrastructure institutionnelle pour assurer l'accès aux marchés pour les produits agricoles de la RDP lao	RDP lao	18 410
STDF/PPG/242	Achevé	Préciser les besoins dans le domaine SPS exprimés dans l'EDIC du Cadre intégré	Évaluer les besoins en ressources humaines et en infrastructures dans le domaine SPS en se basant sur l'EDIC du Cadre intégré et formuler une proposition de projet visant à améliorer la compétitivité des secteurs du litchi et du homard	Comores	20 000
STDF/PPG/262	Achevé	Renforcement des services vétérinaires et action en faveur de l'accès aux marchés d'Afrique du Nord des produits animaux en provenance des pays du Sahel	Réexamen de la stratégie régionale pour le renforcement des services vétérinaires	Mali, Niger, Burkina Faso	19 600
STDF/PPG/268	Achevé	Harmonisation du cadre juridique, réglementaire et institutionnel régissant la gestion du contrôle SPS	Renforcer la législation dans le domaine SPS et améliorer le système de gestion institutionnelle	Tanzanie	20 000
STDF/PPG/302	Achevé	Appuyer la compétitivité du secteur du chou dans la région des Niayes	Améliorer la qualité du chou en mettant en place des systèmes conformes aux bonnes pratiques agricoles, faciliter la traçabilité et établir des systèmes HACCP	Sénégal	25 631
STDF/PPG/308	En attente de passation de contrat	Élaboration d'un plan d'action SPS pour la République centrafricaine	Élaborer un plan d'action SPS pour la République centrafricaine pour permettre au pays d'accroître au maximum sa participation au système commercial multilatéral en protégeant les consommateurs contre les risques en matière de sécurité sanitaire des produits alimentaires, de santé des animaux et de préservation des végétaux	République centrafricaine	30 000
STDF/PPG/309	Achevé	Assistance technique au Ministère du commerce et de l'industrie pour l'élaboration d'un projet de mise en place du système de gestion SPS	Aider le gouvernement à évaluer sa situation en matière de biosécurité en utilisant l'outil d'évaluation des capacités en matière de biosécurité élaboré par la FAO	Guinée-Bissau	30 000

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PPG/323	En attente de passation de contrat	Amélioration de la sécurité sanitaire et de la qualité des produits agricoles au Sénégal	Élaborer une proposition de projet axée sur la surveillance des parasites et l'utilisation des bonnes pratiques agricoles afin d'améliorer le potentiel des exportations horticoles du Sénégal	Sénégal	30 000
STDF/PPG/324	Achevé	Évaluation des besoins et stratégie pour le développement du système SPS du Libéria	Redéfinir le cadre SPS du Libéria pour que les questions se rapportant aux normes ne soient plus du ressort de divers ministères mais de celui d'une unique autorité nationale compétente	Libéria	30 000
STDF/PPG/329	En attente de passation de contrat	Soutien au secteur public et au secteur privé aux fins de la mise en œuvre dans le domaine SPS au Népal	Élaborer un projet pour renforcer les capacités SPS du secteur public et du secteur privé au Népal afin d'accroître les exportations de produits agroalimentaires et de réduire les importations/entrées de produits de mauvaise qualité	Népal	30 000
STDF/PPG/335	En cours	Renforcement des capacités de contrôle sanitaire dans le secteur de la floriculture en Ouganda	Élaborer un programme national de surveillance pour surveiller les parasites affectant le secteur et lutter contre ces parasites afin de conserver et d'accroître encore l'accès aux marchés	Ouganda	30 000

Liste des projets du FANDC en faveur des PMA

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PG/013	Achevé	Élaboration de plans d'action régionaux destinés à améliorer les capacités vétérinaires en Afrique orientale et occidentale	Élaborer des stratégies régionales visant à renforcer les capacités vétérinaires en Afrique orientale et occidentale, notamment pour améliorer la surveillance, les rapports, le contrôle ainsi que l'application des normes internationales	Mali, Éthiopie et Djibouti	305 000
STDF/PG/048	En cours	Amélioration de la production de la noix de karité et de la noix de cajou au Bénin grâce à l'application de bonnes pratiques agricoles	Appliquer de bonnes pratiques agricoles pour surmonter les problèmes liés à la contamination par les mycotoxines dans la production de la noix de karité et de la noix de cajou	Bénin	455 575
STDF/PG/065	Achevé	Élaboration d'un système privé/public de contrôle de la sécurité sanitaire pour le secteur des exportations horticoles en Guinée	Aider les secteurs public et privé à se conformer aux normes officielles et commerciales applicables aux exportations de fruits et de légumes en mettant au point un système de contrôle de la sécurité sanitaire. Projet élaboré sur la base du rapport de l'EDIC du Cadre intégré	Guinée	530 300
STDF/PG/069	Achevé	Amélioration des capacités en vue d'assurer la sécurité sanitaire et la qualité des produits de fruits de mer yéménites	Aider l'Association des exportateurs de fruits de mer du Yémen (YSEA) à améliorer la qualité et la sécurité sanitaire des produits de fruits de mer yéménites	Yémen	398 750
STDF/PG/126	En cours	Établir le Conseil tanzanien de développement horticole	Aider le secteur horticole tanzanien à régler les questions SPS	Tanzanie	253 755
STDF/PG/127	En cours	Système d'information SPS au Bénin	Améliorer les flux d'information sur les prescriptions SPS au Bénin, en particulier dans le secteur privé	Bénin	359 790
STDF/PG/134	Achevé	Renforcement des capacités en vue d'améliorer les résultats commerciaux de certains pays d'Afrique de l'Ouest dans le secteur de la pêche	Améliorer la connaissance des questions SPS et la sensibilisation à ces questions dans le secteur de la pêche, dans cinq pays d'Afrique de l'Ouest	Bénin, Mauritanie, Sénégal, Sierra Leone et Gambie	469 000

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PG/145	Achevé	Initiative concernant les normes applicables à l'exportation des produits horticoles au Rwanda (RHESI)	Accroître les exportations rwandaises de fruits, de légumes et de fleurs à destination des marchés internationaux et régionaux	Rwanda	526 647
STDF/PG/146	Achevé	Renforcement des contrôles phytosanitaires au Mali (en particulier pour les exportations de mangues)	Élargir l'accès aux marchés internationaux pour les produits frais du Mali en améliorant les capacités de contrôle phytosanitaire. Projet élaboré sur la base de l'EDIC du Cadre intégré	Mali	518 800
STDF/PG/170	Achevé	Renforcement des capacités des fonctionnaires chargés des mesures SPS au Népal	Former des fonctionnaires des administrations publiques à la mise en œuvre des mesures SPS. Projet fondé sur l'EDIC du Cadre intégré	Népal	347 900
STDF/PG/230	En cours	Établissement de zones exemptes de parasites pour lutter contre la maladie du jaunissement mortel du cocotier au Mozambique	Renforcer les capacités dans le domaine phytosanitaire afin d'appliquer les normes internationales pour contenir la maladie du jaunissement mortel du cocotier et ainsi étendre l'accès aux marchés pour la noix de coco	Mozambique	326 528
STDF/PG/246	Achevé	Élaboration d'un Plan d'action SPS pour le Cambodge	Déterminer les actions à mener pour améliorer le système SPS au Cambodge	Cambodge	178 000
STDF/PG/255	Achevé	Initiative régionale de lutte contre les mouches des fruits en Afrique occidentale	Effectuer des tests dans des champs de manguiers pilotes en utilisant différentes techniques de lutte contre les mouches des fruits et d'autres techniques de lutte antiparasitaire intégrée pour surveiller les populations de mouches des fruits et lutter contre ces populations dans huit pays pilotes	Bénin, Burkina Faso, Ghana, Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, Sénégal et Gambie	279 620
STDF/PG/283	En cours	Soutien pour l'évaluation des risques SPS dans le secteur de l'exportation des mangues au Mali	Améliorer la capacité du Mali à se conformer aux normes SPS internationales et privées dans le secteur de la mangue	Mali	423 400

Réf. n°	État d'avancement	Titre	Objectif	Bénéficiaire	Budget pour la mise en œuvre (\$EU)
STDF/PG/302	En attente de passation de contrat	Appui au secteur du chou dans la région des Niayes (Sénégal)	Augmenter la production de chou et par là même les exportations vers la sous-région en contrôlant la dissémination et l'impact de deux parasites spécifiques et en aidant les producteurs à respecter les limites maximales de résidus établies par le Codex	Sénégal	273 895
STDF/PG/309	En attente de passation de contrat	Renforcement des capacités SPS en Guinée-Bissau	Renforcer les capacités SPS des services techniques aux niveaux national et régional et mettre à jour la législation dans le domaine SPS	Guinée-Bissau	274 300